

« Le retour de Ravalomanana », premier au box-office

Tribune – Edito – Ndimby A. – 20/10/14



Le premier épisode du film « Le retour de Ravalomanana » est pour le moment un demi-succès. Du sommet de l'État à la population de base, que l'on soit pour ou contre lui, il est redevenu pendant quelques jours un sujet d'attention. Situation qui diffère de quand il était encore de l'autre côté du Canal de Mozambique, avec ses sempiternelles promesses de retour imminent faites au téléphone pour animer la flamme des militants du Magro pendant cinq ans. En revenant sur le territoire national, il revient également dans le débat, et force par la même occasion les uns et les autres à se positionner. Pour ou contre son retour ? Pour ou contre son arrestation ? Pour ou contre sa mise en résidence surveillée à Antsiranana ?

Mais c'est également un demi-échec. Le peu d'affluence (moins de 500 personnes) lors des manifestations de samedi dernier a montré les limites des pro-Ravalomanana. La très grande majorité de la population d'Antananarivo ne s'est pas associée aux mouvements visant à soutenir l'ancien Président. D'autant plus que le côté brouillon de la préparation, sans véritable leader déclaré et charismatique, était loin de favoriser la confiance et l'adhésion. Même les députés du TIM se sont lavés les mains en prétextant une manifestation non autorisée. Par conséquent, la journée de samedi a montré que, de la base au sommet de ses partisans, Marc Ravalomanana peut s'inquiéter de l'envergure de ceux qui sont véritablement prêts à s'engager. Car entre les *rambos* de forum internet, toujours disponibles pour faire les grandes gueules et à prétendre être prêts à se sacrifier quand c'est juste derrière leurs écrans (surtout à 10.000 km du théâtre des opérations), et ceux qui ont véritablement *los cojones* d'affronter les forces répressives, il y a un énorme grand écart.

Pendant les premières heures de ce *schmilblick*, tout le monde a joué au Ponce Pilate en se lavant les mains : personne n'aurait été au courant. Mais la communauté internationale a rapidement apporté un soutien tacite au Président Rajaonarimampianina dans la gestion de la situation, et condamné de façon claire la façon dont Marc Ravalomanana a effectué son retour. Et c'est sans doute là que se situe le demi-échec de l'ancien chef de l'État, qui se retrouve contredit par tous ceux dont il affirmait avoir le soutien. À partir de là, nous avons donc trois hypothèses.

- *Primo*, il y a un *deal* secret entre MM. Rajaonarimampianina et Ravalomanana, avec éventuellement le soutien de certains membres de la communauté internationale. La phase actuelle (arrestation, mise en résidence surveillée) fait juste partie d'une scène de cinéma destinée à faire passer peu à peu la pilule du retour de l'ancien Président, en particulier auprès de ceux qui se prétendent être ses victimes. Le temps qu'une masse critique de personnalités (à commencer par Didier Ignace) se positionne en faveur de la capitalisation de ce fait accompli, au nom du processus de réconciliation nationale.
- *Secundo*, il y a eu un *deal* secret entre MM. Rajaonarimampianina et Ravalomanana, mais le comportement fanfaron de l'ancien chef de l'État lors de sa conférence de presse a fait voler ce *deal* en éclats, et souligné non seulement le manque de fiabilité des accords politiques avec le personnage, mais également son irrésistible désir de revanche. L'équipe au pouvoir l'a donc mis aux frais et au large en attendant de pouvoir improviser un nouveau plan, ou pour lui donner l'occasion de mesurer l'étendue des « nombreux pouvoirs » dont il s'est prévalu lundi dernier à Faravohitra.
- *Tertio*, Marc Ravalomanana est effectivement venu de son propre chef, sans avoir averti qui que ce soit. Si tel était le cas, il a donc réussi à ridiculiser l'État malgache, qui n'est même pas fichu de surveiller et protéger ses frontières. Mais de toutes façons, le bois de rose, le banditisme et les affaires de *dahalo* dans le Sud nous rappellent chaque jour un fait : la théorie de science politique qui affirme la souveraineté de l'État sur son territoire n'est qu'une vue de l'esprit à Madagascar.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, la question qui se pose est de savoir pourquoi Marc Ravalomanana est-il venu se jeter ainsi dans la gueule du loup, qu'il y ait eu ou non un accord secret ou un soutien international. En effet, il y a des groupes qui resteront fortement opposés à son retour : Andry Rajoelina et sa clique, par peur des représailles ; l'Association des victimes du 7 février ; et tous ceux, civils et militaires, qui l'ont trahi à un moment ou à un autre de la crise et qui n'ont pas envie de rendre des comptes (y compris sur l'utilisation des fonds qu'il avait mis à disposition de ses soi-disant soutiens durant les premières années). En outre, du point de vue juridique, et quel que soit le regard que l'on porte sur le procès concocté à sens unique par la Transition au sujet du 7

février [1], Marc Ravalomanana est encore sous le coup d'une condamnation, qui autorise *de jure* les forces de l'ordre à procéder à son arrestation. Revenir dans ce contexte hostile est donc la preuve d'un courage certain. Mais l'ancien chef de l'État a sans doute voulu forcer une reconfiguration du jeu politique actuel, lassé par trois ans d'attentisme de la part de ceux qui étaient censés faire appliquer le fameux article 20 de la Feuille de route qui autorisait son retour. Mais aussi pour se donner vis-à-vis de ses fidèles une image de bravoure, quitte à rechercher le bénéfice de l'effet du martyr aux yeux de l'opinion publique.

Un dossier encombrant.



Pour le moment, le retour de Ravalomanana met l'équipe Rajaonarimampianina dans l'embarras. La communauté internationale a clairement signifié sa réticence à un renvoi en exil, et le Président de la République semble donc condamné à gérer la présence au pays de Marc Ravalomanana. Quelle que soit l'option (l'envoyer en prison suite à sa condamnation, le garder en résidence surveillée, le libérer), il y aura un coût politique pour Hery Rajaonarimampianina. En particulier, le laisser rejouer un rôle politique va donner à une partie de l'opposition le leader qui lui manquait pour se remobiliser. D'un autre côté, ne pas contrôler l'accès à Marc Ravalomanana, c'est permettre potentiellement à certains esprits échauffés (ou enfumés) de s'en prendre à son intégrité physique, ce qui va mener le pays vers encore plus d'instabilité [2].

Dans ce jeu d'échecs, quelles pourraient être les points à considérer du côté de Hery Rajaonarimampianina ? Président mal élu par juste un quart de l'électorat (dont une grande partie de pro-Rajoelina, qu'il a depuis sérieusement échaudés), il n'a pu nommer le Premier ministre de son choix qu'après de curieuses manœuvres pour écarter le mouvement MAPAR au profit d'une Plateforme pour la majorité présidentielle (PMP) née de derrière les fagots, puis d'un [groupe parlementaire HVM](#) fort de 31 membres sans pourtant avoir fait élire un seul député. Comme tout attelage réuni par les intérêts et non par les valeurs ou un projet de société, la PMP est en train d'implorer, car ses initiateurs et non moins principaux sponsors ont annoncé leur démission. La fameuse géométrie variable est donc en train de se redessiner à l'Assemblée nationale.

Souffrant d'impopularité auprès de citoyens dont un nombre croissant commence à mettre en doute ses compétences et sa volonté de mettre en œuvre les beaux principes annoncés lors de son discours d'investiture du 25 janvier 2014 ; faisant face à un risque d'isolement politique après l'éclatement probable de la PMP ; forcé de constater que le parti HVM est loin de susciter l'adhésion des masses (on se souvient du camouflet d'un meeting à l'assistance maigrelette en juillet 2014 à Mahamasina, alors qu'il était censé être une démonstration de force) ; le Président de la République a donc un besoin urgent de second souffle. Son équipe a créé la semaine dernière un groupement sous le nom de « Vondrona Miaro ny Safidim-bahoaka sy ny ara-dalàna » (VMSA), mais qui se révèle n'être qu'une nouvelle confiture *tutti-frutti* pour tenter de protéger le fondement du régime actuel. Comme tout les patchworks hétéroclites montés de toutes pièces pour tenter de gérer une conjoncture, le VMSA est une union de façade qui tient plus du mariage de la carpe et du lapin. Son avenir sera donc tout tracé, sur les pas de la PMP de 2014, du KMMR de 2002 ou des Hery Velona de 1991.

Le président Rajaonarimampianina doit pourtant consolider d'urgence l'alliance politique destinée à soutenir son pouvoir, et ce, à la veille de l'ouverture de la session parlementaire le 21 octobre. L'enjeu est d'assurer envers et contre tout une stabilité parlementaire pour éviter une motion de censure contre Kolo Roger, ou même pire, une motion d'empêchement contre le Président. Ce dernier a donc le choix entre séduire du côté d'Andry Rajoelina ou séduire du côté de Marc Ravalomanana, dont les groupes parlementaires pourraient servir de squelette à une recomposition de la majorité présidentielle au sein du Parlement.

Si l'un et l'autre cas (alliance avec les pro-Rajoelina ou les pro-Ravalomanana) ne convenait pas au Président de la République, il peut également tenter une ouverture vers les marbrés détroqués. Entendre par là, les groupes de ceux qui ont tenté de se refaire une virginité politique imméritée en dehors du parti TGV, après avoir pourtant été des hiérarques repus de la Transition. Ou cas extrême, il pourrait alors dissoudre l'Assemblée pour rechercher plus de marge de manœuvre dans un Parlement recomposé. Mais à moins de traficoter les résultats des législatives, on voit mal le HVM s'installer à Tsimbazaza en position de force par les urnes, dans le contexte de grogne actuelle. La dissolution sera donc un pari risqué, d'autant plus que ce n'est pas cela qui va faciliter la mise en place des institutions nécessaires à la création de la Haute cour de justice dans le délai de douze mois après l'investiture, tel

que prescrit par la Constitution. Zones de turbulences à prévoir donc pour l'expert-comptable devenu Président par hasard. Pendant ce temps, l'ex-patron de Tiko boit du petit lait.

Notes

[1] On se demande toujours par quelle magie la Magistrature, dans son grand sens de l'indépendance et de l'équité, n'a pas également mis sur le banc des accusés ceux qui ont organisé la marche à l'origine de ce massacre.

[2] Je pense que le fait d'éloigner Marc Ravalomanana de Faravohitra au motif de le protéger avait du sens, même si dans la forme, le comportement de ceux qui étaient venus le chercher autorise les questionnements.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Le-retour-de-Ravalomanana-premier,20374.html>